

## **G8 de Lough Erne**

### **Sécurité alimentaire et sécurité nutritionnelle : enjeux amalgamés, engagements dilués**

**868 millions de personnes souffrent de la faim** dans le monde<sup>1</sup> et trois millions d'enfants en meurent chaque année. **165 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition** (retard de croissance, retard de développement cognitif, santé fragile)<sup>2</sup>, et ne pourront pas pleinement contribuer à l'âge adulte au développement de leur pays. La faim comme la malnutrition alimentent le cercle vicieux de la pauvreté.

Lors du 39<sup>e</sup> sommet du G8 à Lough Erne (Irlande du Nord) les 17 et 18 juin 2013, les chefs d'Etats prendront des engagements pour la sécurité alimentaire et les enjeux de nutrition, suite au G8 « nutrition pour la croissance » du 8 juin. Avec 37 ans d'actions pour la sécurité alimentaire et 20 ans dans la prévention de la malnutrition infantile dans les pays du Sud, **le Gret défend la nécessité de reconnaître les enjeux spécifiques de sécurité alimentaire et de sécurité nutritionnelle, dont l'amalgame aboutit à une dilution des engagements, au détriment de l'atteinte des objectifs mondiaux.**

**A l'occasion d'une rencontre avec la société civile en amont du G8 de Lough Erne, le 13 juin 2013, le Gret transmet au Président François Hollande, trois recommandations en faveur d'une position ambitieuse de la France sur les questions de sécurité alimentaire et la lutte contre la malnutrition auprès de ses partenaires internationaux.**

#### **1. Prendre des engagements spécifiques pour la sécurité alimentaire d'une part et la sécurité nutritionnelle d'autre part**

La malnutrition est causée par une alimentation inadéquate, la mauvaise qualité des soins et l'occurrence des maladies chez les femmes et les enfants. Dans la fenêtre des 1000 jours après la naissance, les soins préventifs et curatifs, la qualité de l'environnement (eau, assainissement), mais aussi l'alimentation très spécifique nécessaire à l'enfant (allaitement maternel, aliments de complément fortifiés) sont déterminants. Pourtant, **malgré ce besoin d'approche multisectorielle sur ces différents déterminants de la malnutrition, les politiques actuelles de coopération tendent à y répondre par la seule production agricole !**

Si ces années dernières, l'ambition des spécialistes de la nutrition se limitait à inciter les stratégies sectorielles existantes à intégrer des actions en matière de nutrition, la Conférence internationale contre la malnutrition infantile de l'Unicef en mai 2013 marque un tournant. L'intérêt grandissant des bailleurs et la nécessité d'en faire, pour la combattre, un objectif à part entière, sont désormais démontrés.

---

<sup>1</sup> FAO, 2012

<sup>2</sup> Unicef, 2012

Malnutrition et développement agricole répondent à des besoins, des stratégies d'intervention et des logiques différenciées. En amalgamant systématiquement le développement agricole (souvent réduit à sa portion congrue de production agricole) et la situation nutritionnelle des femmes et des enfants, les Etats diluent les engagements financiers et politiques au détriment de l'efficacité des réponses apportées à deux problèmes majeurs de l'Afrique. Pour preuve, seuls 7% des investissements de la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, créée par le G8 de Camp David en 2012, mentionnent la dimension nutritionnelle !

A l'occasion du G8 de Lough Erne, le Gret demande à la France de soutenir au G8 la prise d'engagements différenciés pour les deux enjeux majeurs que sont la sécurité alimentaire et la sécurité nutritionnelle, et d'en faire deux objectifs de développement à part entière.

## 2. Sécurité nutritionnelle : priorité à la prévention !

Sous l'impulsion de la Grande-Bretagne, le mouvement Scaling up nutrition veut renforcer la dimension nutritionnelle de la *Nouvelle alliance* et renforcer les engagements des politiques publiques pour « améliorer les impacts nutritionnels des investissements privés existants ou à venir ». Si le Gret se réjouit de cette impulsion du gouvernement britannique, la dimension de l'investissement privé n'est pas suffisante. **Le Gret demande à la France de porter quatre recommandations ambitieuses auprès du G8, issues des priorités du Document d'orientation stratégique Nutrition auquel il a largement contribué en 2010, et des conclusions de la Conférence internationale contre la malnutrition infantile de l'Unicef :**

### ■ Initier des initiatives multisectorielles pour améliorer la situation nutritionnelle

L'approche consistant à développer des activités en faveur de la nutrition au sein de programmes sectoriels existants a montré ses limites. Lutter contre la malnutrition d'enfants atteints fréquemment de diarrhée ou de paludisme, n'ayant pas accès à l'eau potable, à une offre de soins, à l'assainissement est un non-sens. Lutter contre la malnutrition implique de déployer dans la durée des actions en matière de santé, d'éducation nutritionnelle, d'appui à la production locale et à la commercialisation d'aliments de complément, de développement rural, ainsi que d'eau et d'assainissement.

### ■ Soutenir la production locale et la commercialisation d'aliments infantiles fortifiés

Dans la plupart des pays d'Afrique, les familles ne trouvent pas sur le marché des aliments pour enfants de bonne qualité et bon marché. Le Gret a démontré dans plusieurs pays depuis 10 ans la faisabilité de développer dans ces pays une telle offre accessible au Bop (Base de la pyramide – populations pauvres) et la preuve de l'utilité de ces dispositifs. Répliquer ces solutions en les adaptant aux contextes locaux implique toutefois de consacrer des moyens pour :

- ▷ Soutenir des entreprises locales dans la production de ces aliments à partir des matières premières locales et leur commercialisation.
- ▷ Soutenir les coûts de recherche et développement du produit, les investissements en équipement et le lancement du produit sur le marché, afin de permettre son accessibilité aux populations pauvres, ce que la seule logique de marché ne peut pas garantir.
- ▷ Encourager un cadre législatif protecteur avec des normes de qualité appliquées, et des politiques publiques nationales favorables au développement de telles approches.

## ■ Promouvoir l'entrepreneuriat social au service de la lutte contre la malnutrition

Le 6 juin le gouvernement britannique a tenu un G8 visant à promouvoir l'entrepreneuriat social. Le Gret teste ce modèle innovant pour étendre et pérenniser ses actions de lutte contre la malnutrition menées depuis 10 ans à Madagascar, avec la création en mai dernier de l'entreprise sociale malgache Nutri'zaza. Pour le Gret l'entrepreneuriat social est une solution pour le développement. Dans le cadre des Assises du développement et de la solidarité internationale en 2013, le Gret a défendu quatre recommandations en faveur du soutien de cette solution pour le développement :

- ▷ l'importance d'un soutien public et du travail avec la recherche dans la phase d'incubation/amorçage, pour tester des innovations qui permettront de trouver l'équilibre économique en garantissant un objectif social.
- ▷ l'adoption de mesures de soutien politique et fiscal en faveur des entreprises sociales qui ne peuvent survivre par la seule logique de marché,
- ▷ une aide publique au développement (APD) favorisant la mesure de l'innovation en emplois,
- ▷ la nécessité d'articuler le soutien aux entreprises des pays du Sud, avec les politiques de RSE (responsabilité sociale des entreprises) des pays du Nord.

## ■ Soutenir les actions de sensibilisation des populations aux bonnes pratiques d'alimentation, d'hygiène et de soins

L'allaitement maternel exclusif chez les nourrissons jusqu'à six mois, qui a un impact démontré sur son état nutritionnel, dépend de la compréhension et du choix des familles. Il en est de même concernant le recours aux soins, la répartition intrafamiliale des plats préparés pour les repas, les priorités d'achat de biens consommation, le recours à des aliments de complément, etc. Des dispositifs temporaires mais intensifs de sensibilisation sont clés pour informer et promouvoir les bonnes pratiques auprès des populations.

Le Gret demande à la France de porter auprès du G8 les engagements suivants:

- la mobilisation de financements dédiés à la lutte contre la malnutrition, permettant de déployer dans la durée des approches multisectorielles adaptées ;
- le soutien d'initiatives prévoyant la mise sur le marché, par des entreprises locales, d'aliments de complément de qualité et bon marché pour les enfants ;
- la recherche de solutions innovantes pour la sécurité nutritionnelle et notamment l'entrepreneuriat social.
- le soutien de projets impliquant des dynamiques de sensibilisation des populations.

### 3. Sécurité alimentaire : la réponse n'est pas dans l'investissement étranger, mais dans le développement rural et les filières agroalimentaires !

A l'issue du processus des Assises du développement et de la solidarité internationale en mars 2013, le Gret a rappelé que le développement n'est économique que s'il est aussi un levier de changement social : promotion des agricultures familiales, création et soutien de petites entreprises, économie sociale et solidaire, etc. et a demandé que ce volet social soit pris en compte dans la future loi d'orientation. La Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, créée par le Sommet du G8 de Camp David en juin 2012, entend lutter pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en encourageant « les investissements privés responsables dans l'agriculture africaine ». Les organisations de la société civile africaines et françaises, ont exprimé leurs inquiétudes sur le fait que cette nouvelle alliance soit utilisée pour ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises agroalimentaires plutôt que pour atteindre l'objectif de sécurité alimentaire et nutritionnelle.<sup>3</sup>

Le Gret rappelle que la réponse à la sécurité alimentaire n'est pas dans l'investissement étranger, mais bien dans le développement rural et les filières agroalimentaires. Dans un contexte de forte croissance démographique, et de volatilité des prix sur les marchés internationaux source d'inégalités, il est indispensable de réconcilier l'offre de production agricole locale et la demande alimentaire croissante, notamment des villes. Le Gret promeut :

- ▷ **L'amélioration des méthodes de production agricole et d'élevage**, la diversification et l'amélioration de la productivité du travail et des sols (en favorisant des approches agro-écologiques)
- ▷ L'appui à l'élaboration et la mise en œuvre de **politiques foncières concertées et décentralisées** visant la sécurisation foncière des petits producteurs et éleveurs ruraux et une gestion durable des ressources naturelles.
- ▷ La **structuration des filières et l'approvisionnement alimentaire des villes et des marchés nationaux et régionaux**, avec un rôle central des petites entreprises de transformation dans cette structuration et l'emploi des femmes et des jeunes.
- ▷ Le renforcement des capacités des **organisations de producteurs et des organisations professionnelles et l'appui à la création de cadres interprofessionnels**
- ▷ Le **renforcement des capacités des acteurs à l'élaboration et au suivi des politiques publiques** agricoles et commerciales nationales, régionales et internationale.

Le Gret demande à la France de porter dans les priorités de la Nouvelle alliance les solutions du développement rural et d'une approche par les filières agroalimentaires pour répondre au défi de la sécurité alimentaire, plutôt qu'une approche essentiellement basée sur la promotion des investissements étrangers.

*Fondé en 1976, le Gret est une ONG française de développement qui agit du terrain au politique pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Dans plus de 30 pays, ses professionnels interviennent sur une palette de thématiques afin d'apporter des réponses durables et innovantes pour le développement solidaire.*

<sup>3</sup> « Le G8 et la nouvelle alliance : une menace pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique », ACF, CCFD-Terre solidaire, Oxfam France, Peuples solidaires et Réseau foi et justice.